

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

Recrutement d'un consultant individuel ou un cabinet pour l'évaluation des résultats des actions de renforcement des capacités pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits et soutenir les dynamiques de stabilisation au niveau local pour le Programme RESET dans ses zones d'intervention au Nord Kivu (Beni) et en Ituri (Territoire d'Irumu).

Numéro de Passation : PR165524
Recrutement d'un consultant/Cabinet pour l'évaluation des résultats des actions de renforcement des capacités locales du Programme RESET à Irumu en Ituri et à Beni au Nord Kivu.
Langue(s) de correspondance : Français
Lieux de livraison : <ul style="list-style-type: none"> ✓ 1. Territoire d'Irumu en Province de l'Ituri et ✓ 2. Ville de Beni, Nord Kivu en RDC.
Date de publication: 17 avril 2026
Date limite pour la soumission de l'offre : 27 avril 2026 à 17h00 (heure de l'est)
Soumettre les offres en version électronique via l'adresse mail : dretendersubmissions@mercycorps.org ou en version papier sous plis fermé aux bureaux de Mercy Corps : <ol style="list-style-type: none"> 1. A Bunia : 02 Avenue Boulevard 2., Q. Lumumba, Commune Mbunya, Province de l'Ituri, RDC ou 2. A Beni sis Rue Recodi, avenue Karisimbi, Quartier Résidentiel, Commune Bungulu, Ville de Beni, Nord Kivu en RDC avec la mention « PR 165524 Recrutement d'un consultant/Cabinet pour l'évaluation des résultats des actions de renforcement des capacités » en objet du mail ou sur l'enveloppe. (Un seul mode de soumission suffit pour transmettre votre offre)

Mercy Corps se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute offre en retard

RESUME DE LA PASSATION

Mercy Corps souhaite recruter un consultant individuel ou un cabinet pour mener l'évaluation des résultats des actions de renforcement des capacités pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits et soutenir les dynamiques de stabilisation au niveau local dans le cadre du Programme RESET dans ses zones d'intervention au Nord Kivu (Beni) et en Ituri (Territoire d'Irumu). Mercy Corps invite toute personne physique ou

morale, remplissant les critères requis, qui le désire, à soumettre sa proposition pour le service décrit et résumé dans le présent appel à manifestation d'intérêt et ce, conformément aux procédures et conditions applicables au plus tard **le 27 avril 2026 à 17h00** (heure de l'Est).

Les Critères Standards d'Eligibilité

Afin d'attester de leur existence légale, les personnes physiques ou morales souhaitant soumettre leurs offres devront OBLIGATOIREMENT fournir dans leurs dossiers d'offre, les documents suivants :

1. Notification du numéro d'impôt ou Disposer d'un des documents suivants mentionnant le numéro d'impôt : attestation de la situation fiscale en cours de validité, preuve de paiement des obligations fiscales du redevable, attestation de gestion par la CDI (Pour les Entreprises/associations/profession libérale) ;
2. Enregistrement au Registre de Commerce et de Crédit Mobilier, RCCM et à partir de 20 000 USD de capital, les Statuts notariés pour les sociétés commerciales (pour les Entreprises) ;
3. Preuve de paiement des impôts professionnel et exceptionnel sur les rémunérations de moins de trois mois (pour les entreprises et Asbl) ou Attestation de la situation fiscale en cours de validité (pour les entreprises)
4. Coordonnées bancaires : Nom de la banque ; Direction générale de la Banque ; Swift Code ; Code Branch ; compte bancaire (pour les entreprises/associations/profession libérales)
5. Preuves d'assujettissement à la TVA : déclaration de la TVA auprès de la DGI ou CDI ou preuves de paiement mensuel auprès de la DGI ou CDI (trois derniers mois) ou encore Preuve de présence de l'entreprise sur le répertoire de la DGI des redevables et contribuables actifs assujettis à de la TVA (pour les entreprises commerciales)
6. Statuts notariés (pour les associations)
7. ASBL au niveau provincial : Certificats d'enregistrement : division de la justice, division du plan et des affaires sociales (non obligatoires si autorisation provisoire du Gouverneur de province présentée seule, (pour les associations))
8. ASBL au niveau national : Personnalité juridique finale (Arrêté du ministre national de la justice ou F92).

N°	Documents requis pour l'Evaluation technique
1	Résumé des expériences passées dans des études similaires /Contrats antérieurs similaires
2	CV des personnes clés + copies des diplômes
3	Le calendrier claire et réaliste avec une phase pilote d'un mois
4	Références des missions similaires, avec adresses emails professionnelles et numéros de téléphones de plus ou moins 3 derniers clients : contrats etc.
5	Lettre d'intention

6	Offre technique avec une description détaillée et précise reprenant la compréhension des termes de référence, la méthodologie proposée pour la mission, le chronogramme prévisionnel des activités, une brève présentation de l'équipe des consultants avec leurs expériences professionnelles (CV de chaque membre de l'équipe).
7	Offre financière ou Liste des prix détaillée reprenant les détails des honoraires du consultant en rapport avec l'enquête, coûts de production de différents documents de travail (rapport) ainsi que les modalités de paiement

TERMES DE RÉFÉRENCES

Mission de suivi des résultats des actions de renforcement des capacités entreprises dans le cadre du programme RESET

1. Contexte

Le programme **RESET – Nguzo Ya Mabadiliko**, financé par le **Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO)** du Royaume-Uni, est mis en œuvre à l'Est de la République Démocratique du Congo par un **consortium conduit par Mercy Corps**, en partenariat avec **l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), SOFEPADI, Justice Plus, CORACON et APC**.

Le programme vise à **contribuer à la stabilisation et au renforcement de la paix locale dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri**, des zones marquées par des cycles prolongés de violence armée, des tensions intercommunautaires, des déplacements massifs de populations et une fragilité persistante des institutions locales.

Stratégiquement, RESET contribue à :

- ❖ Renforcer la résilience communautaire face aux conflits.
- ❖ Améliorer la confiance et la redevabilité entre l'État et les citoyens.

Les interventions du programme sont mises en œuvre dans le territoire de Beni et la ville de Beni au Nord-Kivu, ainsi que dans le territoire d'Irumu et la ville de Bunia dans la province de l'Ituri.

Dans la ville de Beni, les activités de renforcement des capacités du programme ciblent les quatre communes suivantes : **Beu, Bungulu, Mulekera, Ruwenzori**

Dans le territoire d'Irumu, les interventions couvrent huit chefferies prioritaires, à savoir : **Andisoma, Babelbe, Bahema d'Irumu, Bahema Sud, Walendu Bindi, Basili, Bahema Boga, Baboa Bokoe**.

Ces zones d'intervention ont été sélectionnées en raison de leur accessibilité, leur forte exposition aux dynamiques de conflit armé, à la présence de groupes armés, aux tensions liées à l'accès à la

terre et aux ressources, ainsi qu'aux défis liés à la réintégration des ex-combattants et à la vulnérabilité des jeunes.

La théorie du changement du programme RESET repose sur l'idée que **si les communautés et les institutions publiques sont accompagnées pour mieux comprendre les facteurs locaux de conflit, co-concevoir des solutions adaptées et renforcer les mécanismes de gouvernance et de redevabilité, alors la confiance entre l'État et les citoyens sera renforcée et les bases d'une stabilisation durable pourront être consolidées.**

Dans cette perspective, le programme met en œuvre un ensemble d'interventions structurées autour de quatre axes principaux :

- **Renforcement de la cohésion sociale et des mécanismes locaux de prévention et de résolution des conflits**, notamment à travers l'organisation de dialogues communautaires inclusifs, la redynamisation des structures locales de paix et les actions de sensibilisation contre les discours de haine et les facteurs de violence.
- **Renforcement de la gouvernance locale et du lien entre les communautés et les institutions publiques**, incluant l'organisation de dialogues démocratiques, l'accompagnement des autorités locales et la promotion de mécanismes de redevabilité entre l'État et les citoyens.
- **Amélioration de l'accès à la justice**, à travers la formation de parajuristes, la mise en place de cliniques juridiques, l'accompagnement des victimes et l'organisation d'audiences foraines permettant de rapprocher les services judiciaires des populations.
- **Réintégration des ex-combattants et accompagnement des jeunes à risque**, incluant des activités de soutien psychosocial (MHPSS), des travaux communautaires à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO/Cash for Work), ainsi que des formations professionnelles et agricoles destinées à renforcer les opportunités économiques et la résilience des communautés.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces interventions, le programme a également conduit **plusieurs activités de renforcement des capacités** au profit d'acteurs clés dans les zones d'intervention, notamment :

- Les **structures communautaires de paix et les comités locaux de gestion des conflits**,
- Les **leaders communautaires et organisations de la société civile**,
- Les **officiers de la Police Nationale Congolaise (PNC)** à Bunia dans le cadre de l'approche de police de proximité,
- Les **parajuristes et acteurs engagés dans l'accès à la justice**,
- Ainsi que les **jeunes leaders et acteurs communautaires impliqués dans les initiatives de cohésion sociale et de stabilisation.**

Ces formations ont été conduites principalement dans les **zones d'intervention de Beni et d'Irumu ainsi qu'à Bunia**, avec l'objectif de renforcer les capacités locales à **prévenir, gérer et**

résoudre les conflits, améliorer la collaboration entre communautés et institutions publiques et soutenir les dynamiques de stabilisation au niveau local.

Après plusieurs cycles de formation et d'accompagnement, il apparaît aujourd'hui nécessaire pour le programme RESET de **mieux apprécier les effets et l'utilisation effective des compétences acquises par les participants dans leurs contextes respectifs d'intervention.**

C'est dans cette perspective que le programme prévoit la conduite d'une **mission de suivi des résultats des actions de renforcement des capacités**, afin d'évaluer dans quelle mesure les connaissances et compétences transmises ont été mobilisées dans la pratique et ont contribué aux objectifs de stabilisation du programme dans les zones ciblées.

Cette mission permettra notamment de :

- Analyser l'**application concrète des compétences acquises par les participants**,
- Identifier les **changements observables au niveau communautaire et institutionnel**,
- Documenter les **bonnes pratiques et les défis rencontrés**,
- Et formuler des **recommandations visant à renforcer l'impact des activités de renforcement des capacités dans la suite de la mise en œuvre du programme RESET.**

2. Objectif de la mission

2.1 Objectif général :

L'objectif général de la mission est **d'évaluer les changements observables aux niveaux individuel, communautaire et institutionnel résultant des activités de renforcement des capacités mises en œuvre dans le cadre du programme RESET**, notamment en termes d'acquisition de connaissances, d'évolution des attitudes et de transformation des pratiques des acteurs formés dans les zones d'intervention du programme.

Cette mission vise également à **apprécier dans quelle mesure les compétences acquises ont été appliquées dans les contextes opérationnels des participants formés et ont contribué aux dynamiques locales de prévention et de gestion des conflits, d'accès à la justice et de renforcement de la collaboration entre communautés et institutions publiques.**

2.2 Objectifs spécifiques de la mission:

La mission devra permettre de :

- **Évaluer le niveau d'appropriation des connaissances et compétences transmises** lors des formations organisées par le programme RESET auprès des différents groupes cibles (structures communautaires de paix, leaders communautaires, parajuristes, officiers de la Police Nationale Congolaise, organisations de la société civile et jeunes leaders).
- **Mesurer les changements en termes de connaissances, attitudes et pratiques (KAP)** chez les participants formés, notamment leur capacité à utiliser les outils et approches promus par le programme en matière de prévention des conflits, médiation communautaire, cohésion sociale et accès à la justice.

- **Analyser dans quelle mesure les compétences acquises ont été appliquées dans les communautés et institutions**, notamment à travers :
 - La gestion ou la médiation de conflits locaux,
 - Le fonctionnement des structures communautaires de paix (Irumu) et des structures de jeunes (Beni),
 - L'accompagnement des citoyens dans l'accès à la justice,
 - L'amélioration de la collaboration entre communautés et autorités locales.
- **Documenter les résultats et changements observables attribuables aux formations**, y compris les initiatives ou actions concrètes entreprises par les participants formés.
- **Identifier les facteurs facilitant ou limitant l'application des compétences acquises**, ainsi que les besoins complémentaires en renforcement des capacités.
- Mesurer le niveau de reconnaissance de l'amélioration de capacités d'intervention de jeunes dans la communauté par les adultes
- **Formuler des recommandations opérationnelles** visant à améliorer l'efficacité, la pertinence et l'impact des activités de renforcement des capacités du programme RESET.

3. Questions clés d'évaluation

La mission devra notamment répondre aux questions suivantes :

- Dans quelle mesure les participants aux formations ont-ils assimilé les connaissances et compétences transmises ?*
- Les participants formés ont-ils appliqué les connaissances acquises dans leurs activités ou responsabilités au niveau communautaire ou institutionnel ?*
- Quels changements observables peut-on identifier dans :*
 - *La gestion des conflits communautaires,*
 - *Le fonctionnement des structures locales de paix,*
 - *L'accès des populations aux mécanismes de justice,*
 - *Les relations entre communautés et autorités locales ?*
 - *Dans la participation à la gestion des ressources naturelles*
 - *Dans l'intégration de la masculinité positive*
- Quels sont les facteurs facilitant ou limitant l'application des compétences acquises par les participants formés ?*
- Dans quelle mesure les activités de renforcement des capacités ont-elles contribué aux objectifs de stabilisation du programme RESET dans les zones d'intervention ?*

4. Résultats attendus de la mission

À l'issue de la mission, les résultats suivants sont attendus :

- Une analyse documentée des changements observables résultant des activités de formation et de renforcement des capacités.
- Une évaluation du niveau d'application des compétences acquises par les participants dans leurs contextes d'intervention.
- Une identification des bonnes pratiques et des défis rencontrés dans l'utilisation des compétences transmises.

- Des enseignements clés (lessons learned) pour améliorer la conception et la mise en œuvre des futures activités de formation du programme.
- Des recommandations opérationnelles visant à renforcer l'impact des activités de renforcement des capacités dans la suite de la mise en œuvre du programme RESET.

5. Indicateurs de changement à documenter

La mission devra documenter notamment les éléments suivants :

- Nombre et profils des personnes formées ayant appliqué les compétences acquises dans leurs activités.
- Cas documentés de médiation ou gestion de conflits facilitée par des participants formés.
- Initiatives prises par les structures communautaires de paix ou acteurs formés à la suite des formations.
- Perceptions des communautés et des autorités locales sur l'évolution des capacités des acteurs formés.

5. Approche méthodologique

Méthodes qualitatives : Key Informant Interview, Focus Group Discussion, études de cas, observation.

Méthodes quantitatives légères si pertinent.

Analyse des changements individuels et institutionnels avec approche sensible au conflit.

6. Livrables et durée de la mission

- ❖ **Rapport de démarrage** (méthodologie + chronogramme, outils de collecte) : 3 jours après le briefing de démarrage
- ❖ **Rapport final** : 10 jours calendaires après collecte de données
- ❖ **Présentation** PowerPoint du rapport final

- **7. Profil du consultant/expert** Number of youth initiatives addressing common issues of peace, social cohesion and stability supported by RESET. (disaggregated by sex and ethnicity)
- Percentage of young RESET participants who report having actively and successfully participated in at least one collaborative initiative with the State addressing common issues of peace, social cohesion and stability. (disaggregated by sex and ethnicity)
- Number of state and non-state institutions supported in conflict mitigation and resolution capacities (disaggregated by location and type of structure)
- Exemples concrets de changements institutionnels ou communautaires attribuables aux formations.

- change in the conflict management capacity of local institutions following RESET support (disaggregated by location and type of institution, e.g. peace committees, police, CLSPs, land and RN commissions, etc.)

Consultant ou bureau établi en RDC, expérience MEL en contexte fragile, bonne connaissance des provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu. Expérience antérieure prouvée en analyse et renforcement de capacités.

8. Critères de sélection et pondération

a. Compréhension des TdRs et qualité de la note méthodologique - 35%

- Clarté de l'approche proposée pour mesurer les changements perçus aux niveaux individuels et institutionnel
- Pertinence du cadre méthodologique (outils, échantillonnage, triangulation, analyse qualitative/quantitative)
- Intégration d'approches sensibles au conflit, au genre et à l'inclusion sociale
- Faisabilité du plan de travail dans les délais impartis.

b. Expérience pertinente du consultant / cabinet - 40%

- Expérience démontrée dans les évaluations de résultats, analyses des capacités, outcome harvesting ou études de changement- le rapport de la mission antérieure est crucial dans l'évaluation de ce critère.
- Expérience dans les secteurs paix, gouvernance, cohésion sociale, justice ou stabilisation
- Expérience de travail avec ONG internationales / programmes multipartenaires
- Expérience avérée en RDC, idéalement en Ituri et/ou Nord-Kivu

c. Composition et qualifications de l'équipe -25 %

- Qualifications académiques pertinentes (sciences sociales, développement, paix, MEL, etc.)
- Expérience des membres clés dans la collecte et l'analyse de données qualitatives
- Maîtrise du français et des langues locales (atout)
- Capacité à déployer rapidement sur les zones cibles

9. Soumission

11. SOUMISSION DES PROPOSITIONS

Les candidat(e)s ou les firmes intéressé(e)s devront soumettre :

- 1) Une lettre de manifestation d'intérêt précisant la motivation et l'expérience pertinente du/de la candidat(e) ou du cabinet.
- 2) Une proposition technique détaillant la méthodologie envisagée pour cette évaluation,

- 3) Une proposition financière détaillée, indiquant le nombre de jours et le taux journalier de l'équipe proposée.
- 4) Les documents officiels d'autorisation permettant de travailler légalement en RDC,
- 5) Les CV à jour et véridiques de l'équipe clé proposée, mettant en évidence leur expérience dans des enquêtes similaires ;
- 6) Les copies des contrats antérieurs pour l'activité similaire ;
- 7) Trois références professionnelles de clients ou organisations pour lesquelles le/la consultant(e) ou le cabinet a récemment réalisé des enquêtes sur la mise en place des outils de collecte des données numériques pertinentes et comparables.

Pour toute précision concernant cette mission, veuillez écrire à l'adresse électronique ci-dessus : drc-tender-questions@mercy Corps.org

PIECE JOINTE : - MODELE DE FORMULAIRE D'INFORMATIONS DU FOURNISSEUR (à remplir seulement par ceux qui n'ont jamais signé un contrat avec Mercy Corps)

Les informations fournies seront utilisées pour évaluer l'entreprise avant d'établir un contrat avec Mercy Corps.

Veillez compléter tous les champs.

Informations concernant le fournisseur

Nom de l'entreprise	
Tout autre nom utilisé par l'entreprise (acronyme, abréviation, pseudonyme)	
Noms précédents de l'entreprise	
Adresse	
Site Web	
Numéros de téléphone/fax	Téléphone : Fax :
Contact principal	Nom : Numéro de téléphone : Adresse mail :
Nombre d'employés	
Nombre d'emplacements	
Valeur Moyenne du stock disponible (USD)	
Entreprise publique (oui/non)	
Nom(s) au conseil d'administration	
Nom(s) du (des) propriétaire(s) de l'entreprise	
Entreprises parentes, le cas échéant	

Filiales ou entreprises affiliées, le cas échéant	
---	--

Informations financières

Nom et adresse de la banque	
Nom sous lequel l'entreprise est enregistrée à la banque	
Coordonnées bancaires : Nom de la banque ; Direction générale de la Banque ; Swift Code; Code Branch; compte bancaire.	
Modalités de paiement	Paiement par : <u>Chèque</u> Oui Non <u>Virement bancaire</u> Oui Non
Spécifier les modalités de paiement standard Net dans les 30 jours Ouvrés	

Informations sur le produit/service

Gamme de produits/services offerts	
Base pour la tarification (Catalogue, liste, etc.)	

Références

Nom du client :	<u>Nom, téléphone et adresse mail du contact :</u>
Nom du client :	<u>Nom, téléphone et adresse mail du contact :</u>
Nom du client :	<u>Nom, téléphone et adresse mail du contact :</u>

